

Date : 16/08/11

Après la crise, qui va payer l'addition ?

Comblent les déficits sans casser la croissance... et gagner l'élection en 2012. C'est l'équation délicate face à laquelle se retrouve Nicolas Sarkozy. Par Martine Gilson



La journée de mardi est cruciale pour Nicolas Sarkozy, qui s'entretient des prochaines restrictions budgétaires avec son Premier ministre François Fillon, avant de retrouver la chancelière allemande Angela Merkel à l'Élysée pour tenter d'enrayer la spirale de défiance qui frappe la zone euro. (AFP)

L'Italie vient d'annoncer un plan d'austérité à 45 milliards d'euros. Et en France, qui va passer à la caisse ?

A quelle sauce les Français vont-ils être mangés ? Quelles cibles va choisir le chef de l'État pour renflouer les caisses, et remplir ses engagements européens de réduction du déficit budgétaire ?

Alors que l'économie européenne s'effondre – excepté en Allemagne et dans les pays scandinaves – et que celle des États-Unis bat sérieusement de l'aile, comment croire François Baroin, le ministre de l'Économie et des Finances, quand il maintient un objectif de croissance inchangé en 2012 ? Et de qui se moque le gouvernement quand il affirme que la France

Évaluation du site

Cette section du portail du site Internet du Nouvel Observateur diffuse de très nombreux articles, dossiers, brèves et interviews concernant l'actualité générale française et mondiale.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 210

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

remplira ses objectifs de rigueur... sans augmenter les impôts sur les sociétés et les ménages ni les prélèvements sociaux ?

Paroles, paroles et paroles... Certes, aucun gouvernement, surtout à la veille d'un scrutin national, ne se risque jamais à jouer les Cassandre. Mais aujourd'hui plus personne n'est dupe. Selon un récent sondage du quotidien "Le Parisien", 79% des Français sont inquiets des répercussions de la situation financière mondiale sur l'Hexagone et 33% seulement font confiance au gouvernement pour juguler la crise.

La fin des mesures de relance

Pour honorer ses promesses auprès de Bruxelles, le chef de l'Etat table sur une croissance française de 2% cette année, et de 2,25% en 2012. A croire qu'il a chaussé des lunettes roses.

Le vendredi 12 août, le verdict de l'Insee est tombé, implacable. Au deuxième trimestre, l'augmentation de l'activité économique a été égale à... zéro, après 0,9% au premier trimestre !

Epuisés, les effets des mesures de relance : avec la fin de la prime à la casse, les immatriculations de voitures ont reculé de 16,4% au deuxième trimestre... La consommation des Français, principal moteur de la croissance, a chuté de 0,7%.

Seul lot de consolation : 68.000 emplois ont été créés, essentiellement dans le secteur tertiaire. Soit une hausse de 0,4% par rapport au trimestre précédent. "Depuis très longtemps, les entreprises n'ajustent pas leurs embauches aux fluctuations de l'activité du moment", explique Eric Dubois, conjoncturiste de l'Insee. "Ces emplois sont surtout le fait de l'intérim."

Difficile équilibre budgétaire

Il n'empêche, en juin, le chômage est reparti à la hausse. La production industrielle a reculé de 1,9%, une baisse nettement supérieure aux prévisions. Le commerce extérieur a poursuivi son plongeon. Le pouvoir d'achat des Français a diminué.

La peur au ventre, ils n'ont pas touché à leur épargne, bien au contraire. Quant aux Bourses, elles dévissent aujourd'hui à la moindre rumeur. Les marchés doutent. La France est sous surveillance. Et les prévisions des experts ne sont pas de nature à rassurer.

Fin juillet, déjà, le FMI, présidé par l'ex-ministre française de l'Economie, Christine Lagarde, estimait que la croissance française serait de 1,9% l'an prochain. Or moins de croissance, c'est moins de recettes fiscales, donc un retour à l'équilibre budgétaire plus difficile. Selon l'organisation internationale, le déficit budgétaire français serait de 4,8% en 2012, et surtout de 3,8% en 2013, donc toujours en dehors des clous.



"Nous allons revoir nos prévisions à la baisse"

Du coup, la dette publique caracolerait à 88% du PIB dans deux ans. "Les 2% de croissance en 2011 seront difficiles à tenir, mais ce n'est pas impossible", explique l'économiste **Philippe Crevel**, secrétaire général du **Cercle des Epargnants**. "Cette année, nous pouvons encore annuler ou geler certains crédits. Nous allons voir lesquels", confirme un ministre.

En revanche, personne ne croit aux prévisions du gouvernement pour 2012. Pour **Philippe Crevel**, "au mieux, nous ferons entre 1% et 1,25% de croissance". Même verdict pour Jean-Christophe Caffet, conjoncturiste chez Natixis : "Le ralentissement de l'activité est plus violent que prévu. Pour 2012, nous allons revoir nos prévisions à la baisse, avec une augmentation de l'activité de seulement 1,2%."

10 milliards d'économies

Pronostic de Michel Sapin, chargé de l'économie et de la fiscalité au Parti socialiste : "En 2012, la crise sera encore plus dure qu'en 2008. La majorité nous avait pourtant affirmé que nous en étions sortis !"

A l'issue d'une "réunion de crise" improvisée mercredi 10 août, Nicolas Sarkozy a promis des arbitrages pour le 24 août. Une semaine plus tôt, le Premier ministre François Fillon aura déjà filtré les propositions de François Baroin et de la ministre du Budget, Valérie Pécresse.

Comment enrayer l'engrenage ?

L'objectif ? Dénicher près de 10 milliards d'euros d'économies budgétaires pour 2012. C'est le casse-tête le plus compliqué – et le plus dangereux politiquement – que Sarkozy doit résoudre depuis son arrivée à l'Élysée en 2007. "Les marchés nous donnent deux signes contradictoires,

explique un proche du chef de l'Etat. Le premier : réduire les dépenses de l'Etat. Le second : assurer la croissance."

La quadrature du cercle. Que l'on procède par une coupe dans les dépenses ou par une augmentation des recettes, davantage d'austérité, c'est réduire encore le pouvoir d'achat des ménages, alors que la consommation reste un moteur de la croissance. Du coup, les entreprises, qui voient se dégarnir leurs carnets de commandes, hésitent à investir, voire suppriment des emplois. Ce qui diminue encore les recettes fiscales et sociales.

Comment enrayer cet engrenage récessif ? "Nous n'avons aucune marge sur les aides à l'emploi, quelles qu'elles soient", affirme un ministre. "Nous ne ferons pas du David Cameron ! Il n'est pas question de toucher aux emplois aidés [financés par l'Etat, NDLR], ni aux personnes les plus fragilisées, pas plus qu'aux réductions fiscales en faveur des emplois de proximité. Une telle décision ferait revenir le travail au noir."

Sera-t-il entendu ? Le gouvernement n'a pas hésité à supprimer certains crédits du Samu social, avec les conséquences que l'on sait. Côté santé, en revanche, impossible d'échapper à un nouveau déremboursement de certains médicaments. En trois mois, cela rapporte gros.

Rogner les niches fiscales

Pour rogner davantage sur quelque 600 niches fiscales, une seule certitude : il existe de la marge. Ces déductions d'impôt diverses et variées coûtent à l'Etat chaque année 70 milliards.

Les rapporteurs UMP du budget au Sénat et à l'Assemblée nationale, Philippe Marini et Gilles Carrez, ont déjà fait des propositions. "Pour raboter au plus large, mieux vaut ne pas se servir d'une lime à ongles ! Pourquoi ne pas réduire la diminution des charges sur les bas salaires, regarder de plus près l'efficacité de la prime pour l'emploi, revoir la baisse de la TVA dans la restauration, et créer un emprunt obligatoire pour les plus aisés ?", propose le premier. "Nous pourrions créer une taxe de 2% pour les Français dont les revenus sont supérieurs à un million d'euros", précise le second qui, grosso modo, partage les avis de son compère du Sénat.

En ligne de mire, également, la défiscalisation des investissements outre-mer, la loi Scellier qui favorise l'investissement locatif (2,3 milliards d'euros) et, peut-être, le prêt à taux zéro pour l'achat d'un appartement.



"Regarder les assiettes"

Toucher à la baisse de la TVA pour les restaurateurs (2,4 milliards par an) ? Vous n'y pensez pas ! Elle a créé ou sauvé près de 30.000 emplois, s'écrient les conseillers gouvernementaux. Pas question, surtout, de se mettre à dos cet important lobby.

"Nous ne relèverons pas les taux de TVA généralisés", explique un proche de François Baroin. "Mais nous pouvons regarder les assiettes. Par ailleurs, nous examinons le mécanisme de baisse des charges des grandes entreprises pour favoriser les PME."

Avis partagé par Jérôme Cahuzac, le président socialiste de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, qui explique par ailleurs que "toutes les réformes, depuis 2007, ont été financées à crédit". Paquet fiscal, taxe professionnelle, TVA sur la restauration et ISF : il y en a pour 22 milliards d'euros d'endettement supplémentaire chaque année.

Vers la suppression des RTT ?

Revoir la défiscalisation des heures supplémentaires, qui coûtent 4,5 milliards ? Même si cette disposition a creusé les chiffres du chômage, c'est un sujet tabou. Ce serait revenir sur l'une des dernières promesses du candidat Sarkozy qu'il n'ait pas encore reniée... et agacer un peu plus le patronat.

La "niche Copé" (exonération des plus-values de vente des filiales de holdings, 22 milliards), du nom du secrétaire général de l'UMP ? "Il n'y a que les socialistes qui jugent qu'elle est inutile", affirme l'intéressé. "Moi, je pense qu'on dispose d'une réserve phénoménale : les RTT. Elles coûtent 12 milliards par an. Pourquoi ne pas proposer aux branches professionnelles de négocier les 36 heures payées 36, les 37 payées 37, etc. En échange, on diminuerait leurs cotisations familiales, et pourquoi ne pas compenser cette dépense par une hausse de la TVA."

Les salaires des fonctionnaires menacés ?

Les fonctionnaires, têtes de Turc du chef de l'Etat depuis son élection, feront-ils une nouvelle fois les frais de la rigueur ?

Pour le moment, nul ne se risque au sein du gouvernement à durcir la règle du non-remplacement d'un agent de l'Etat sur deux partants à la retraite.

En revanche, l'affectation de cette manne pourrait changer. Les fonctionnaires devaient récupérer la moitié de ces économies sous forme d'augmentation des salaires. Certains ministères ont même dépassé la règle, comme ceux... du Budget, de l'Economie et de la Culture. Pis, dans quelques administrations, l'Intérieur notamment, les hausses de salaire ont été supérieures aux économies réalisées ! "Cela mérite examen", estime Gilles Carrez.

Deux tiers des déficits liés à la politique de Sarkozy

Alors, augmenter les impôts ? Le Château est peut-être prêt à un geste symbolique sur les plus-values immobilières. Mais il ne veut à aucun prix créer une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu, qui toucherait de plein fouet sa clientèle électorale.

La majorité pense rassurer les marchés en brandissant la perspective d'une "règle d'or", qui vise à inscrire dans la Constitution, en 2013, un an après la présidentielle, l'objectif de la réduction des déficits.

Les socialistes, qui ne sont pas contre la rigueur mais voient dans cette manœuvre un piège politique, y sont opposés. Après tout, la crise a bon dos : comme l'a montré la commission des Finances de l'Assemblée, les deux tiers des déficits publics sont liés à la politique économique de Nicolas Sarkozy.

Martine Gilson – Le Nouvel Observateur